

FICHE SYNTHÈSE

**CONFÉRENCE
"AMERICA IS BACK !"**



INTRODUCTION

Ce lundi 12 avril a eu lieu une conférence en ligne co-organisée par l'association de Jumelage Saint-Germain-en-Laye/Winchester (MA) (@jumelagew.sgl) et l'Observatoire Étudiant des Relations Internationales (OERI) impulsée par des étudiants de Sciences Po. Saint-Germain.

Sur le thème des relations transatlantiques, la conférence intitulée *America is Back !* - en écho au slogan du nouvellement élu Président Biden - a accueilli un panel de spécialistes (ci-dessous), modéré par **M. Frédéric Charillon**, professeur de sciences politiques à l'Université de Clermont-Auvergne (UCA), introduit par **Mme Caroline Gorse-Combalat**, présidente de l'association du jumelage Winchester-Saint-Germain et conclu par **M. Eric Marti**, président et co-fondateur de l'OERI, en présence de **Mme Natalia Pouzyreff**, députée des Yvelines.

Une rediffusion de l'évènement est accessible en ligne sur la page Facebook de l'association de jumelage.



M. Jeff Hawkins

- Ancien Ambassadeur américain à Bangui (République Centrafricaine)
- Ancien Consul général à Lagos (Nigéria)
- Professeur intervenant à Sciences Po. Saint-Germain-en-Laye
- Chercheur à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS)

M. Leo Michel

- Non-resident Senior Fellow au Centre Brent Scowcroft pour la Sécurité Internationale (*Brent Scowcroft center on International Security*) de l'*Atlantic Council* des États-Unis
- Ancien directeur des politiques liées à l'OTAN (NATO policy) pour le Bureau du Secrétaire à la Défense (OSD)



I - LA FIN DES MYTHES AMÉRICAINS

L'ancien ambassadeur des États-Unis en RCA, M. Jeff Hawkins, a consacré la première partie de la conférence à la déconstruction des mythes qui forgent l'hyperpuissance américaine.

Il estime qu'il existe aujourd'hui deux camps aux États-Unis. Au-delà du simple clivage politique Républicains / Démocrates, tous cherchent à retrouver une certaine Amérique mythologique. Dans les deux camps, beaucoup estiment que le pays a changé irrémédiablement et qu'ils peuvent être la force restauratrice d'une Amérique en danger, face à un camp disrupteur qui en attaque l'identité.

On retrouve dans les deux slogans des candidats à la présidentielle américaine, *"America is Back"* (Biden) et *"Make America Great Again"* (Trump), la notion que l'Amérique n'est plus ce qu'elle était ou qu'elle a subi une altération profonde. On peut l'analyser par le prisme des mythes associés à l'Amérique, qui assurent la cohésion nationale.

En effet, plus qu'un mythe unique, il existe plusieurs visions, datées, concourant à forger l'image universelle de la superpuissance américaine.

1. Le mythe de la démocratie ("*City on a hill*")

Ce qui fut longtemps considéré comme un modèle démocratique est maintenant considéré par 45% des Américains comme ne fonctionnant plus.

Au-delà des accusations de fraude électorale très médiatisées faites par Donald Trump, le rôle de l'argent dans les campagnes et la question du système collégial ne sont pas négligeables. On pourrait presque parler d'un abandon du mythe démocratique du côté Républicain, avec par exemple les encouragements à prendre le Capitole d'assaut pour annuler les résultats des élections, ou les efforts de suppression de votes du camp opposé sous couvert de lutte contre la fraude.

2. Le mythe de la justice et du progrès

Une autre faille majeure repose sur les relations entre les minorités ethniques et une élite blanche dominante. S'il existe une reconnaissance que le passé américain est entaché de racisme, il y a aussi une propension à penser que *"the arch of history bends towards justice"* (Barack Obama), que la fin de l'esclavage, le mouvement des droits civiques et l'élection d'un président noir marquent un chemin de progrès linéaire.

Pourtant, le système judiciaire a montré ses faiblesses, les inégalités persistent et le progrès même peut être éphémère.

Le mouvement *Black Lives Matter*, avec 15 à 20 millions de manifestants, est considéré comme le plus grand mouvement social de l'histoire du pays et démontre une réaction à la persistance de ces failles, encore aggravées par la résurgence du mouvement suprémaciste blanc et ses ramifications.

3. Le mythe du *melting pot*

S'il est évident que l'immigration a changé le pays (près de 40 millions de résidents ne sont pas nés aux États-Unis et le gouvernement estime que les Blancs seront minoritaires d'ici 2045), et que le mythe du *melting pot* est une réalité factuelle, les réactions à cette réalité prouvent les limites de son acceptation et une volonté par une partie de l'électorat de la détruire, avec le "mur" de Donald Trump en étendard.

4. Le mythe de la terre d'opportunités

Malgré sa promesse de réussite pour les entrepreneurs et les générations futures, l'Amérique voit la pauvreté guetter les plus démunis et les inégalités se creuser, avec la pire répartition des richesses de tous les États du G7.

Si l'économie demeure forte et génératrice de richesse, elle ne correspond plus à cet idéal.

“

Seuls 28% des Américains croient aujourd'hui que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Le rêve américain n'est plus à la portée de tous.

Des politiques publiques impulsées par l'administration Biden comportent un volet social ; en revanche, côté républicain, on cherche davantage à baisser les impôts, éliminer les règlements et protéger les entreprises, voire à fermer le marché national à la concurrence plutôt que de redistribuer.

5. Le mythe de l'Amérique gagnante

La supériorité scientifique et militaire a longtemps été l'apanage des États-Unis. Cependant, plusieurs événements sont venus remettre en question cette hyperpuissance.

Militairement, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe et le conflit irakien et la montée en puissance militaire de la Chine y contribuent. Côté technologique, la Silicon Valley fait face à des concurrents de taille dont la Chine.

Scientifiquement, des défis comme la pandémie de Covid-19 ou le changement climatique semblent difficilement surmontables. Les sciences ont également tendance à être politisées, comme l'a prouvé la question houleuse du port du masque.

6. Quel futur ?

Si les deux camps cherchent à renouer avec un certain "mythe américain" d'antan, la définition de ce roman et la conception de l'Amérique diffèrent profondément et donnent chacune une impulsion nouvelle aux mythes nationaux évoqués plus haut.

Pour M. Hawkins, l'avenir dépend de cette lutte des conceptions : vers quelle Amérique oscillera-t-on ?

II - L'AVENIR DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINNE DE DÉFENSE

La seconde partie de la conférence animée par Leo Michel, chercheur émérite au Finnish Institute for International Affairs (FIIA), spécialiste

des questions de défense et des affaires étrangères des Etats-Unis, se concentre sur les questions de sécurité nationale, les stratégies à favoriser par le géant américain et leurs conséquences diplomatiques pour l'Europe.

1. Biden, l'anti-Trump

Le spécialiste des Etats-Unis, qui s'exprime en direct de Washington, a rappelé les fondements de la politique nationale et internationale de ce pays en commençant par le fait que le Président américain dispose d'une grande autorité en matière de défense et de politique étrangère.

Donald Trump est arrivé au pouvoir sans expérience en matière de sécurité nationale mais armé d'idées fixes (l'idée d'un OTAN obsolète, d'une Union Européenne agressive et celle de se méfier de tout accord international conclu par l'ancien président Obama).

Le chercheur n'hésite pas à qualifier le président Biden d'« anti-Trump » à bien des égards, y compris en comparant les parcours des deux présidents.

En 36 ans en tant que sénateur, Joe Biden a fait ses armes en matière de politique étrangère, respecté tant pour son rôle dans la fin du conflit dans les Balkans et dans l'élargissement de l'OTAN, que pour la limitation de l'arme nucléaire via le traité « New Start » de réduction des armes stratégiques.

En tant que Vice-Président, il a fait ses preuves sur le terrain en Irak, en Afghanistan et en Turquie.

C'est pourquoi M. Michel estime que l'on peut pressentir que la présidence Biden sera animée par un retour du géant américain comme puissance diplomatique centrale au sein des organisations internationales. L'équipe du nouveau président est d'ailleurs à son image et reflète l'intérêt du Président pour les relations transatlantiques.

La stratégie du président Biden en matière de politique étrangère est énoncée formellement dans le document-clé « *National Security Strategy* » qui présente son orientation stratégique globale. Biden y fait allusion au « *America First* » très cher à Donald Trump, en rappelant que la défense des intérêts américains passe avant tout par la défense des causes communes avec les alliés et les partenaires des Etats-Unis.

Il y prône également la défense de la démocratie face aux régimes autoritaires (visant probablement la Chine selon le chercheur), le retour du leadership américain dans la gestion des institutions (OTAN, OMS) et la mise en place d'un agenda commun plus ambitieux avec l'Union Européenne et le Royaume-Uni.

La force militaire, insiste-il, sera le dernier recours en matière de politique

étrangère : la diplomatie, l'aide au développement et le levier économique seront toujours priorisés dans ce domaine.

2. Les prochains défis de la politique étrangère américaine

> **Relations avec la Russie**

Selon Leo Michel, il est possible d'anticiper que cette orientation stratégique américaine va influencer sur les intérêts européens dans plusieurs cas spécifiques dont la question russe.

Alors que l'ex-président Trump avait traité Vladimir Poutine avec "indulgence", Joe Biden préfère être direct. Washington a déjà renforcé les sanctions envers la Russie et incite ses alliés à ne pas abandonner leurs efforts en termes de défense nationale ainsi que l'OTAN pour rivaliser avec le géant russe.

Cependant, la Maison Blanche souhaite maintenir le dialogue avec le Kremlin sur la question du nucléaire, c'est pourquoi le traité « *New Start* » devant arriver à terme en février 2021 est d'ores et déjà prolongé pour 5 ans.

> **Relations avec la Chine**

Leo Michel nous rappelle que la priorité du gouvernement américain est désormais la Chine : la situation n'est pas comparable avec la Guerre froide, néanmoins la tension entre les Etats-

Unis et la Chine dans le domaine stratégique est sérieuse et croissante. D'un point de vue américain, la Chine semble vouloir réduire la puissance et l'influence américaine dans la région du Pacifique.

Il existe une certaine inquiétude face aux revendications territoriales de Beijing, à ses programmes spatiaux, et à sa puissance militaire ou non en Afrique et dans la région Arctique. Washington souhaiterait s'engager auprès de ses alliés de l'OTAN et de l'UE pour trouver une approche plus cohérente vis-à-vis de la Chine. Pour les Etats-Unis comme pour l'Europe, la question n'est pas simple : coopérer avec la Chine demeure indispensable sur de nombreux plans.

> Relations avec l'Iran

Enfin, l'Iran est aussi un cas difficile de politique extérieure. En janvier 2020, la culmination du conflit entre Washington et l'Iran explique partiellement pourquoi le président Biden cherche à rapidement remettre en place la machine diplomatique avec l'aide de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne, et ce, afin de négocier le retour des Américains dans l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 avec l'Iran.

Reste à savoir qui fera le premier pas. La réunion de toutes les parties est un acte prometteur mais dont le succès est loin d'être assuré.

> Relations avec la France

M. Michel conclut sur une note positive en rappelant que la relation bilatérale France-Etats-Unis dans le domaine de la défense se porte bien et fut fortement encouragée lors de la présidence Obama. Cette relation a échappé aux dérives de la gestion diplomatique Trump.



*La « French connection »
existe toujours et sera
peut-être même
renforcée grâce au
président Biden.*

III - REMARQUES COMPLÉMENTAIRES

La conférence a été suivie d'une session d'échange entre le public et les panélistes, où des questions complémentaires ont été abordées comme suit.

1. Le rôle de l'information dans le déclin du mythe démocratique

M. Hawkins a reconnu que la tradition apolitique d'une majorité de journaux nord-américains était aujourd'hui révolue. Le rôle de l'information non-neutre dans le processus démocratique a été démontré par la recherche par l'ancien président Trump d'un véhicule pour ses intérêts propres en la chaîne d'informations Fox News, puis des médias plus radicaux partageant ses vues politiques.

Cette polarisation de l'information contribue au fait que les données, les faits reçus, ne sont plus partagés par l'ensemble de la société mais divergent. Or, il est impossible de créer un mythe national si l'on ne s'accorde pas sur les données à prendre en compte.

M. Hawkins souligne que sous couvert de *cancel culture*, on assiste en réalité à l'affrontement de deux camps qui ne se parlent plus, une situation dangereuse pour la démocratie américaine.

2. Une possible réorientation de l'OTAN vers la Chine ?

M. Hawkins a souligné le fait que la Chine est aujourd'hui indéniablement l'une des cibles stratégiques les plus importantes pour les États-Unis. Néanmoins, l'Alliance restant une organisation transatlantique qui, par définition, ne traite pas de l'Asie, il semble très peu probable d'assister à

un revirement total de sa stratégie politico-militaire. Qui plus est, l'OTAN comprend, par l'intermédiaire de ses membres, une multitude d'intérêts qui ne sont pas nécessairement les mêmes que les Américains qui sont, eux, centrés sur la Chine. Certains États sont ainsi très intéressés par la Méditerranée, d'autres veulent se protéger de la Russie, d'autres encore dépendent entièrement de l'OTAN pour leur défense.

3. Divergences et convergences de stratégie sécuritaire UE-OTAN

M. Michel est revenu sur son précédent poste au sein du Pentagone - où il était directeur des politiques liées à l'OTAN pour le Bureau du Secrétaire à la Défense - afin de mettre en exergue qu'un effort conséquent a dû être entrepris dans l'optique de réussir à faire dialoguer ouvertement les deux organisations (UE et OTAN) et de bâtir une relation pragmatique.

Aujourd'hui, cet objectif semble réussi, ces dernières n'étant plus dans une guerre idéologique et la coopération sur le terrain étant relativement bonne.

Si cette coopération se retrouve également dans leurs objectifs, désormais très proches, les deux structures doivent continuer d'échanger à l'avenir sur des sujets stratégiques, comme la question de la Chine, afin d'avoir une approche stratégique « cohérente ».

De plus, la question de pivot américain vers la Chine avait déjà été évoquée quelques années plus tôt lors de la présidence de Barack Obama et le vocabulaire avait été ajusté pour faire référence à un « rééquilibrage ». En effet, compte tenu des programmes militaires et de l'agressivité perçue de la Chine, les États-Unis se sont penchés sur cet acteur et ont modifié la structure de leurs forces en Indopacifique. Cela ne signifie pas pour autant un désengagement vis-à-vis de l'Europe.

D'autres divergences pourraient également être soulevées. M. Michel souligne ainsi que plusieurs pays membres de l'OTAN sont moins démocratiques que par le passé. Toutefois, il rappelle l'importance d'être patient et de ne pas perdre confiance en l'Alliance et ses valeurs démocratiques.

4. Anthony Blinken et Mike Pompeo : deux Secrétaires d'État antagonistes ?

M. Michel est revenu tout d'abord sur l'importance de l'approche multilatérale sincère d'Anthony Blinken, opposée à une ligne "America First" fermement défendue par Mike Pompeo. Il a toutefois souligné que sur certaines questions précises, comme le conflit israélo-palestinien, l'administration Biden s'alignait sur celle de Trump. M. Hawkins a complété cette comparaison entre MM. Blinken et Pompeo en mettant en avant qu'il existait trois

types de décideurs au sein de l'administration Trump : (i) quelques membres de longue date de l'administration qui ont pu plaire au Président avant d'être écartés, comme le Général Mattis ; (ii) des hyper partisans comme Mike Pompeo ; (iii) des personnalités de l'entourage du Président Trump, comme Jared Kushner. A contrario, M. Blinken est quelqu'un de perçu comme très sympathique et compétent.

Qui plus est, l'OTAN comprend, par l'intermédiaire de ses membres, une multitude d'intérêts qui ne sont pas nécessairement les mêmes que les Américains qui sont, eux, centrés sur la Chine.

Certains États sont ainsi très intéressés par la Méditerranée, d'autres veulent se protéger de la Russie, d'autres encore dépendent entièrement de l'OTAN pour leur défense.

5. La politique de dissuasion américaine : investissement ou continuité ?

M. Michel conclut sur le fait que le Président et le secrétaire de la Défense ont assuré qu'il n'y aurait pas de changement radical dans la politique de dissuasion américaine.

Si des débats et des revues devraient avoir lieu sur des sujets tels que le nucléaire et la défense antimissile ou encore le financement, il semblerait qu'une continuité est assurée.